



NORTHERN
POLICY INSTITUTE

INSTITUT DES POLITIQUES
DU NORD

Commentaire No. 33 | Octobre 2019

Une nouvelle voie pour le Nord de l'Ontario: Considérations relatives à la gouvernance et au développement économique pour un Nord solide et durable

Qui nous sommes

Certains des acteurs clés dans ce modèle et leurs rôles se trouvent ci-dessous :

Conseil d'administration : Le conseil d'administration détermine l'orientation stratégique de l'Institut des politiques du Nord. Les administrateurs font partie de comités qui s'occupent de finance, de collecte de fonds et de gouvernance; collectivement, le conseil demande au chef de la direction de rendre des comptes au regard des objectifs de nos objectifs du plan stratégique. La responsabilité principale du conseil est de protéger et de promouvoir les intérêts, la réputation et l'envergure de l'Institut des politiques du Nord.

Président et Chef de la direction : recommande des orientations stratégiques, élabore des plans et processus, assure et répartit les ressources aux fins déterminées.

Conseil consultatif : groupe de personnes engagées et qui s'intéressent à aider l'Institut des politiques du Nord mais non à le diriger. Chefs de files dans leurs domaines, ils guident l'orientation stratégique et y apportent une contribution; ils font de même en communication ainsi que pour les chercheurs ou personnes-ressources de la collectivité élargie. Ils sont pour de l'Institut des politiques du Nord une « source de plus mûre réflexion » sur l'orientation et les tactiques organisationnelles globales.

Conseil consultatif pour la recherche : groupe de chercheurs universitaires qui guide et apporte une contribution en matière d'orientations potentielles de la recherche, de rédacteurs possibles, d'ébauches d'études et de commentaires. C'est le « lien officiel » avec le monde universitaire.

Évaluateurs-homologues : personnes qui veillent à ce que les articles spécifiques soient factuels, pertinents et publiables.

Rédacteurs et associés : personnes qui offrent, au besoin, une expertise indépendante dans des domaines spécifiques de la politique.

Outils d'engagement permanent (grand public, intervenants du gouvernement, intervenants de la collectivité): Veiller à ce que l'Institut des politiques du Nord reste à l'écoute de la communauté.

Président & Directeur Général

Charles Cirtwill

Conseil d'administration

Pierre Bélanger (Président)	Dwayne Nashkawa (Secrétaire)
Brian Tucker, Ph. D (Trésorier)	Emilio Rigato
Suzanne Bélanger-Fontaine	Alan Spacek
Dave Canfield	Asima Vezina (Vice-présidente du Nord-Est)
Kevin Eshkawkogan	Charles Cirtwill (Président & Directeur Général)
Florence MacLean (Vice-présidente du Nord-Ouest)	
Corina Moore	

Conseil consultatif

Michael Atkins	Peter Goring
Kim Jo Bliss	Cheryl Kennelly
Jean Pierre Chabot	Winter Dawn Lipscombe
Dr. Michael DeGagné	Dr. George C. Macey
Don Drummond	Ogimaa Duke Peltier
Ronald Garbutt	Bill Spinney
Audrey Gilbeau	David Thompson

Conseil consultatif pour la recherche

Dr. Hugo Asselin	Leata Ann Rigg
Dr. Gayle Broad	Dr. David Robinson
George Burton	S. Brenda Small
Dr. Heather Hall	J.D. Snyder
Dr. Livio Di Matteo	Dr. Lindsay Tedds
Dr. Barry Prentice	

Ce rapport a été possible grâce à l'appui de nos partenaires : l'Université Lakehead, l'Université Laurentienne et la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario. L'Institut des politiques du Nord exprime sa grande appréciation pour leur généreux soutien, mais insiste sur ce qui suit : Les points de vue de ces commentaires sont ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Institut, de son conseil d'administration ou de ceux qui le soutiennent. Des citations de ce texte, avec indication adéquate de la source, sont autorisées.

Les calculs de l'auteur sont basés sur les données disponibles au temps de publication et sont sujets aux changements.

© 2019 Institut des politiques du Nord

Publication de l'Institut des politiques du Nord

874, rue Tungsten

Thunder Bay (Ontario) P7B 6T6



À propos de l'auteur **David MacKinnon**

Monsieur MacKinnon commente fréquemment sur des sujets liés au fédéralisme fiscal.

Monsieur MacKinnon est originaire de l'Île-du-Prince-Édouard. Il a obtenu un baccalauréat ès arts spécialisé en économie de l'Université Dalhousie et un MBA de l'Université York. Il a également reçu une bourse du centenaire de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et de l'Université York pour ses études aux universités York, Harvard et Oxford, ainsi qu'au European Institute of Business Studies.

M. MacKinnon a occupé plusieurs postes de direction au ministère des Finances de l'Ontario, à la Banque de Montréal et a été directeur général de l'Ontario Hospital Association de 1996 à 2003. Il a été directeur général de la Société de développement de l'Ontario, la principale agence de développement économique de 1993.

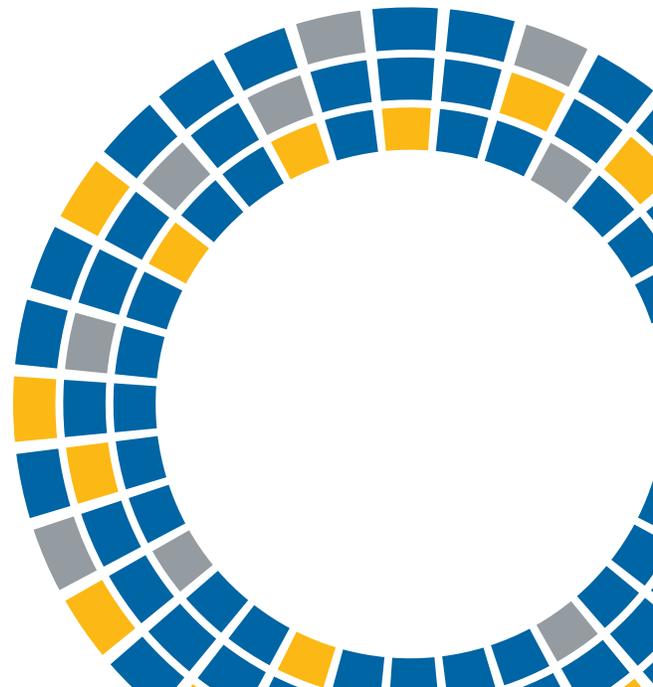
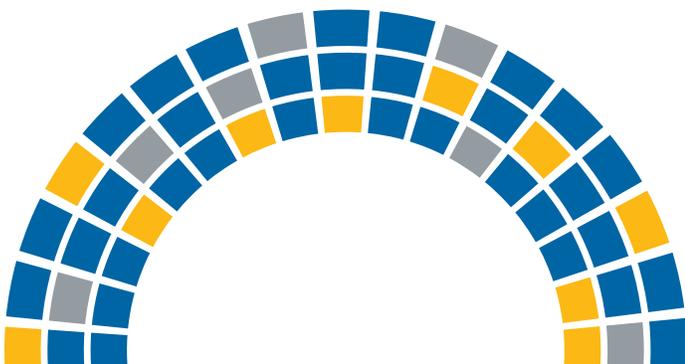
Il est actuellement vice-président de Quinte Health Care, un hôpital communautaire de quatre sites dans l'est de l'Ontario et a été président du West Park Healthcare Centre, un hôpital de réadaptation de Toronto. Il a récemment terminé un mandat de 12 ans au conseil d'administration de l'Association canadienne de normalisation, y compris plusieurs années à la présidence de son comité des finances. Il est gouverneur du Loyalist College à Belleville.

M. MacKinnon est un étudiant du Nord de l'Ontario et l'étudie depuis cinquante ans. Il a notamment assumé des responsabilités en matière de soins de santé et de développement économique qui ont touché toutes les communautés du Nord de l'Ontario. Il vit actuellement dans le comté de Prince Edward.



Tables des matières

Qui nous sommes	2
À propos de l'auteure	3
Sommaire exécutif	5
Introduction	5
La situation actuelle	6
Recommandations antérieures.....	6
Ce que disent les résidents du Nord.....	7
Thèmes recommandés	8
Recommandations spécifiques.....	9
Conclusion	10
Ouvrages cités	11



Sommaire exécutif

Il y a un sérieux besoin de revitaliser et de repenser les pratiques de gouvernance et de développement économique actuelles du Nord de l'Ontario. En effet, comme le montre ce rapport, le Nord ontarien présente des faiblesses sur les plans de l'économie et de la gouvernance qu'il faudrait corriger. Pour ce faire, l'auteur a mené des entrevues auprès d'informateurs clés réunissant divers dirigeants d'entreprises et de gouvernements du Nord ontarien afin d'approfondir les recommandations publiées dans les documents intitulés « Nouvelle lentille du Nord : Regarder vers l'extérieur est aussi important que vers l'intérieur » (2015) et « La gouvernance dans le Nord de l'Ontario : Prendre l'avenir en charge » (2016). Quelques-unes des recommandations de ces rapports sont :

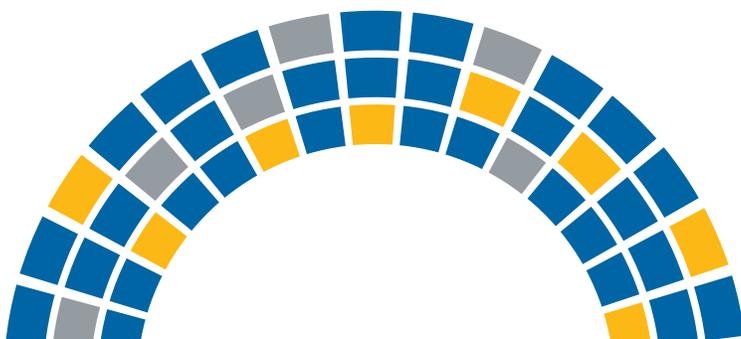
- Les habitants du Nord devraient assumer une plus grande responsabilité à l'égard de leur région et fournir des directives précises aux gouvernements, plutôt que l'inverse.
- L'examen et l'adoption des stratégies socio-économiques pratiquées par les peuples autochtones d'autres pays devraient être sérieusement envisagés.
- Un nouveau programme de microcrédits judicieusement conçu pour le Nord de l'Ontario devrait être mis en œuvre. Un tel programme pourrait être complémentaire au programme Société d'aide au développement des collectivités.
- Les dirigeants des entreprises et les leaders municipaux et autochtones de la région, ainsi que les organismes provinciaux devraient élaborer et présenter au gouvernement de l'Ontario un plan pour la mise en œuvre des gouvernements régionaux dans le Nord.

Introduction

En 2015 et 2016, l'Institut des politiques du Nord (IPN) a fait paraître deux articles proposant des recommandations pour un cheminement différent pour le Nord de l'Ontario : « Nouvelle lentille du Nord : Regarder vers l'extérieur est aussi important que vers l'intérieur » (MacKinnon, 2015) et « La gouvernance dans le Nord de l'Ontario : Prendre l'avenir en charge » (MacKinnon, 2016). Afin d'actualiser et de mettre à l'essai ces recommandations dans le contexte expérientiel et informationnel du monde réel, des entrevues ont été menées auprès de plusieurs informateurs clés dans le Nord de l'Ontario, dont des chefs d'entreprises et des dirigeants gouvernementaux.

À la suite de ces conversations et d'autres avec les habitants du Nord, les recommandations originales ont été élargies et de nouveaux thèmes ont été ajoutés. Des recommandations révisées ont été élaborées pour favoriser des changements majeurs dans le nord de l'Ontario; effectivement, des changements considérables s'imposent. En matière de gouvernance et de performance économique, non seulement le Nord de l'Ontario ne réalise pas tout son potentiel, mais il accuse également un rendement inférieur à celui des autres régions septentrionales du Canada et d'ailleurs (Conteh et Segsworth, 2013; MacKinnon, 2015; Palladini, 2011). En effet, selon la « Stratégie pour la prospérité et la croissance du Nord de l'Ontario 2018 » du gouvernement fédéral, la région a le produit intérieur brut par habitant le plus bas de toutes les régions canadiennes (38 318 \$) (Canada, 2018). Bien qu'il ne s'agisse que d'un facteur parmi d'autres, comme nous l'avons déjà mentionné, la sous-performance économique globale est considérable, non seulement pour l'Ontario et le Canada, mais aussi à l'échelle mondiale. Il est important de se rappeler que le Nord ontarien est l'une des plus grandes régions du Nord en termes de population. En outre, sa population est supérieure à celle de l'Alaska et beaucoup plus grande que l'Islande, qui est bien sûr un pays indépendant (MacKinnon 2015; US Census Bureau nd; Statistics Iceland 2018).

Toutefois, ce problème de rendement est peu reconnu dans le Nord ontarien lui-même. En effet, penser au Nord, dans le Nord, témoigne d'une étonnante étroitesse d'esprit, si l'on en juge par les nombreux documents gouvernementaux et les études universitaires portant sur la région (voir, par exemple, Conteh et Segsworth, 2013; Ontario, 2011); ceux-ci font rarement mention des expériences des autres pays et territoires qui pourraient nous en apprendre beaucoup sur la croissance et la gouvernance dans le Nord de l'Ontario.



La situation actuelle

Le développement économique et la gouvernance sont étroitement liés, et une région est beaucoup plus susceptible de croître si sa gouvernance interne est solide. Ce lien a été amplement documenté par la Banque mondiale (Lateef, 2016) et par des commentateurs individuels (tels que Graham, Amos et Plumtre, 2003). Malheureusement, la performance économique du Nord de l'Ontario au cours des dernières années a été relativement faible et continue de l'être (Ontario, 2018). De plus, les étudiants de la gouvernance du Nord ontarien ont été troublés par ses faiblesses (voir, par exemple, Conteh et Segsworth, 2013; MacKinnon, 2016). Les organismes municipaux n'ont pas toujours l'envergure nécessaire pour remplir les fonctions de base, les gouvernements régionaux ne sont pas assez sophistiqués, les grandes et les petites municipalités sont très divisées et les structures diffèrent grandement d'une partie de la région à l'autre. De plus, il y a des preuves tangibles que cette région compte trop de petits gouvernements, ce qui limite la capacité des administrations municipales à s'acquitter de leurs responsabilités. Par exemple, le district de Témiscamingue compte 23 municipalités de divers types pour une population d'environ 30 000 habitants (Federation of Ontario Municipalities, 2013).

Il y a aussi d'importants enjeux liés à la gouvernance autochtone et au développement économique dans le Nord de l'Ontario (Flanagan, 2000; Graham, 2012). En ce qui concerne la gouvernance, Graham (2012) cite en exemple les nombreux ministères fédéraux avec lesquels les Premières Nations doivent communiquer, ce qui crée des difficultés au niveau de la coordination.

Il existe également des preuves démontrant que l'Ontario devrait explorer une autre voie de façon plus approfondie. Il s'agit de l'exemple des Samis de la Scandinavie, qui ont réussi à renforcer leurs liens avec l'économie non autochtone et à renforcer leur culture telle qu'ils la pratiquent. Il existe de nombreux parallèles historiques entre l'expérience des communautés des Premières Nations de l'Ontario et celle des Samis, y compris les séquelles liées aux pensionnats, l'érosion des langues autochtones et la discrimination généralisée depuis plusieurs années. Ces problèmes ont largement disparu en Scandinavie dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale : le statut socioéconomique du peuple sami est désormais le même que celui du reste de la population, et les efforts visant à préserver la culture de ce peuple ont été très fructueux. Leurs réalisations, particulièrement en ce qui concerne la santé et l'espérance de vie, sont très différentes de l'expérience des communautés des Premières Nations de l'Ontario. Pour ces raisons, l'exemple sami mériterait d'être étudié de plus près par les Nord-Ontariens (voir Burgos, n. d.; Norum et Nieder, 2012).

Les deux documents de l'IPN cités au début du présent document contiennent plusieurs recommandations relativement à la gouvernance et à la performance économique du Nord de l'Ontario. Les suivantes figurent parmi les plus importantes (MacKinnon, 2015; MacKinnon, 2016):

Recommandations antérieures

- Les gouvernements régionaux devraient être établis dans tout le Nord de l'Ontario.
- Il faudrait décourager le transfert de pouvoirs vers le Nord ou de formation d'une nouvelle province distincte.
- Les gens du Nord devraient consacrer autant d'énergie à se tourner vers le reste du monde qu'à se replier sur soi-même; il faudrait prioriser le renforcement des relations avec les régions nordiques des autres provinces et des autres pays.
- Les habitants du Nord ne devraient pas comparer leur rendement économique à celui du Sud de la province.
- Les habitants du Nord devraient reconnaître que les secteurs primaires, bien qu'importants, ne sont plus aussi importants que jadis, et seront probablement moins importants à l'avenir.
- Les résidents du Nord ne devraient pas compter sur le leadership du gouvernement pour améliorer la performance économique ou la qualité de la gouvernance.
- Il faudrait repenser le tourisme ainsi que la réglementation minière.



Ce que disent les résidents du Nord

Ces idées et bien d'autres ont été abordées de façon informelle avec de nombreuses personnes dans le Nord et ont fait l'objet d'entrevues avec des informateurs clés. Plusieurs thèmes sont ressortis de ces entretiens :

1. Les rôles et le rendement des gouvernements dans le Nord suscitent beaucoup de désenchantement. Cette tendance n'est pas propre au Nord ontarien et pourrait être davantage une question d'attentes irréalistes envers le gouvernement que de tout autre facteur.
2. Il n'y a pas d'appui unanime pour la mise en œuvre de la gouvernance régionale dans le Nord, bien que beaucoup plus de gens appuient cette idée que s'y opposent. Certains pensent que son application devrait se faire différemment dans les diverses régions du Nord, alors que d'autres pensent qu'elle devrait plutôt se faire graduellement.
3. La régionalisation se fait de façon informelle dans toutes les régions du Nord ontarien. En voici quelques exemples:
 - le Kenora District Services Board;
 - la prestation régionale des services d'incendie, des inspections de bâtiments et des services sociaux à Kapuskasing et dans les petites collectivités avoisinantes;
 - les réunions régulières des maires des grands centres urbains du Nord pour examiner les grands enjeux qui touchent leurs collectivités, une structure qui offre des possibilités positives pour un développement ultérieur;
 - la formation de la Ville du Grand Sudbury avec la fusion en 2001 de Capreol, de Nickel Centre et d'autres collectivités, ainsi que de quelques cantons non constitués;
 - le projet de transport de Wataynikaneyap, dans le cadre duquel 24 collectivités isolées des Premières Nations ont collaboré avec Hydro One pour faire cesser l'utilisation du diesel dans les collectivités éloignées pour la production d'électricité;
 - les fusions partielles à Témiscaming et dans la région de Parry Sound, qui ont été amorcées, mais qui ont plus tard stagné et qui, selon certains, méritent une étude plus approfondie sur ce qui peut échouer avec ces fusions;
 - des efforts considérables de la Ville de North Bay pour collaborer avec les collectivités environnantes; et
 - le Conseil d'administration des services sociaux du district de Timiskaming.
4. Un premier obstacle à la régionalisation est d'ordre financier, car toutes les petites collectivités craignent des hausses d'impôt.
5. Un deuxième obstacle réside dans la perception qu'ont les petites collectivités, que les grands centres ne sont pas suffisamment sensibles au déclin de leur population.
6. Un troisième obstacle tient au fait que dans les grands centres, certains estiment que les petites collectivités essaient de survivre en dépit de forces économiques très difficiles alors qu'en réalité, un déclin contrôlé serait la meilleure politique.
7. Le gouvernement de l'Ontario n'a pas suffisamment appuyé les efforts de régionalisation et a peu de politiques qui permettraient de s'attaquer efficacement à la fragmentation régionale existante.
8. La communauté du Nord connaît trop de divisions et de conflits internes relativement à sa population, un thème qui a aussi été mentionné dans des ouvrages universitaires (voir par exemple Conteh et Segsworth, 2013; MacGregor, 2018).
9. Les femmes doivent jouer un rôle plus large dans le domaine politique du Nord, mais elles perdent peut-être du terrain au lieu d'en gagner, notamment en ce qui concerne la composition des conseils municipaux (Sharma, 2018). Dans six grands centres — le Grand Sudbury, Thunder Bay, Sault Ste. Marie, North Bay, Timmins et Kenora — la proportion de femmes qui sont membres de conseils municipaux varie entre 15 % et 33 % (PoliticsNow, n.d.).
10. De nombreux habitants du Nord ne connaissent pas suffisamment les questions relatives aux communautés autochtones d'autres régions, particulièrement dans les autres provinces et les autres pays. Bon nombre d'idées et de pratiques dans le contexte des expériences autochtones sur le plan mondial pourraient se greffer aux connaissances qu'on possède sur les collectivités autochtones de la région et profiter à tous les résidents du Nord (Diamond, 2012).
11. La plupart des dirigeants du Nord connaissent mal la situation dans les autres régions septentrionales au Canada ou ailleurs, ou alors ne s'y intéressent pas.
12. Un pessimisme généralisé règne quant à l'avenir du Nord de l'Ontario ainsi qu'une idée claire que les problèmes de la région ne peuvent pas être réglés par des changements mineurs et progressifs. La plupart des gens sont insatisfaits de ce gradualisme qu'ils connaissent depuis de nombreuses années.
13. Certains dirigeants du Nord ont l'impression d'être écrasés par les pressions qu'ils subissent et par l'absence de progrès sur des problèmes manifestes et de longue date.

Thèmes recommandés

En ce qui concerne l'avenir, le Nord ontarien devrait se tourner beaucoup moins vers le gouvernement que par le passé. Les gouvernements ont moins de capacité de leadership en raison de la situation budgétaire et des changements rapides à l'échelle mondiale (en particulier l'émergence de l'économie numérique). De plus, ils ont démontré leur manque de leadership dans d'autres régions du Canada, particulièrement dans le Canada atlantique (McMahon, 2000; Steele, 2014). Pour ces raisons, les habitants du Nord devraient assumer une plus grande responsabilité à l'égard de leur région et fournir des directives précises aux gouvernements, plutôt que l'inverse. Ce changement pourrait ne pas être facile dans une région où, par rapport à l'économie régionale, l'échelle du gouvernement est plus grande que dans le reste de l'Ontario.

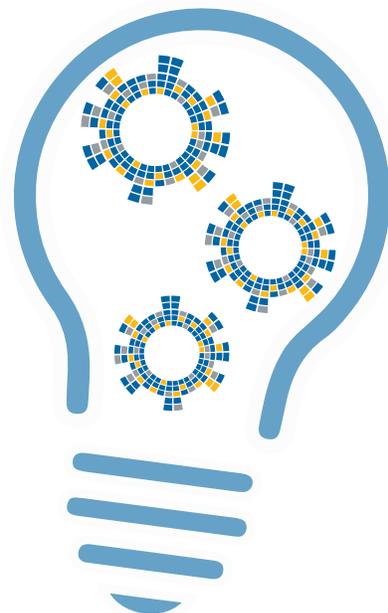
Un autre thème va dans le sens inverse du premier. Le Nord de l'Ontario devrait créer de solides alliances avec des organismes privés de premier plan pour générer les idées nécessaires à une nouvelle approche pour le développement économique du Nord. Par exemple, le Conference Board du Canada s'intéresse depuis longtemps au Nord canadien (Palladini, 2011). De même, la Chambre de commerce de l'Ontario est très active dans la région, et des organismes comme l'Alliance des manufacturiers et des exportateurs et l'Association canadienne de la technologie de l'information possèdent d'importantes capacités analytiques qui pourraient favoriser le développement économique de la région. Par ailleurs, le Conseil canadien des chefs d'entreprise et la Chambre de commerce du Canada ont la capacité de mobiliser les chefs d'entreprise du Canada en vue de revitaliser l'économie du Nord ontarien. En dernier lieu, on recommande un dialogue avec l'Association des banquiers canadiens et d'autres organismes semblables.

La revitalisation de l'économie du Nord de l'Ontario ne devrait pas être perçue uniquement comme un projet pour le Nord. La population de la région est supérieure à celle de trois des quatre provinces de l'Atlantique et est autour de sept fois la population totale des trois territoires du Nord (Statistique Canada, 2019). Le renouveau économique du Nord ontarien devrait donc être considéré comme un projet national important.

De plus, il faudrait prendre des mesures immédiates pour encourager les entreprises en démarrage, qui non seulement contribuent à l'économie en créant des emplois, mais encouragent également l'innovation, la croissance d'une culture entrepreneuriale et l'indépendance personnelle. Bon nombre d'entre

elles sont fondées sur la technologie, ce qui signifie que les distances géographiques représenteraient un obstacle moins important à la croissance dans le Nord ontarien si le nombre de nouvelles entreprises augmentait considérablement (Lamb et Seddon, 2016). L'amélioration des technologies de l'information et de la communication déficientes devrait constituer une priorité essentielle (Canada, 2018). Encourager la création d'entreprises pourrait également aider les femmes à accroître davantage leur apport considérable à la vie économique dans le Nord. Au cours des dix dernières années, la croissance du nombre d'entreprises appartenant à des femmes au Canada a été beaucoup plus rapide que celle du nombre d'entreprises appartenant à des hommes; la même tendance est évidente en ce qui concerne l'emploi dans les entreprises détenues par des femmes (Grekou, Li et Liu, 2018).

Un autre thème concerne les peuples autochtones. Dans toutes les régions du Nord du Canada, il y a plus de membres des Premières Nations qui vivent dans les villes que dans les réserves (Alberta, 2017). En Ontario, seulement 23 % des membres des Premières Nations vivent dans les réserves (Ontario, 2019). Cela donne à penser que les possibilités économiques sont grandement limitées dans les réserves, et que de nombreux membres des Premières Nations le reconnaissent en votant avec leurs pieds. Il faudrait mieux comprendre toutes les implications de cette tendance afin de pouvoir soutenir autant que possible les transitions personnelles que vivent les gens lorsqu'ils déménagent.



Recommandations spécifiques

Le grand nombre de discussions informelles et d'entrevues formelles menées dans le cadre de cette étude a généralement validé les recommandations formulées dans les deux documents précédents de l'IPN ainsi que les orientations résumées ci-dessus. À partir de ces discussions, il faudrait élargir la portée de quelques-unes des premières recommandations et en ajouter de nouvelles:

- Les dirigeants des entreprises, des collectivités et des Autochtones du Nord, qui œuvrent indépendamment du gouvernement, devraient intégrer les initiatives recommandées dans cette étude ainsi que dans les précédentes, et aussi celles des autres observateurs, pour les inclure dans une autre vaste initiative visant le renouvellement économique dans le Nord de l'Ontario. Les organismes provinciaux et nationaux devraient également participer à cet effort et l'image de marque nécessaire pour vendre cette idée à tous les Canadiens et Canadiennes devrait être développée.
- Les dirigeants des entreprises et les leaders municipaux et autochtones du Nord de l'Ontario, ainsi que les organismes provinciaux comme l'Association des municipalités de l'Ontario, devraient élaborer et présenter au gouvernement provincial un plan pour la mise en œuvre des gouvernements régionaux dans le Nord. Afin d'atténuer les préoccupations tout à fait réelles de certains à l'égard d'une telle initiative, le plan devrait prévoir des processus de médiation et de règlement des différends pour résoudre les problèmes financiers et opérationnels qui se poseront inévitablement. Le plan devrait également être mis en œuvre de façon progressive et devrait évoluer à partir des organismes régionaux et des grandes municipalités et districts actuels.
- Les dirigeants du Nord, notamment ceux des communautés des Premières Nations, devraient effectuer un examen complet de l'expérience des Autochtones dans d'autres régions pour en apprendre davantage sur les stratégies qui pourraient les aider à faire ralentir le retard par rapport au bien-être économique et aux conditions sociales des Premières Nations comparativement aux autres populations de la région. Un tel examen devrait également permettre de déterminer quels sont les éléments de l'expérience autochtone mondiale qui, si on les adaptait à la situation dans le Nord de l'Ontario, pourraient profiter à tous les habitants de la région.

- Les dirigeants du Nord devraient recommander la mise en œuvre d'un nouveau programme de microcrédit d'envergure dans toute la région.

Le gouvernement fédéral finance déjà les services de prêt des Sociétés d'aide au développement des collectivités qui, de 2009 à 2014, ont fourni un total cumulatif de 398 millions de dollars en Ontario. De toute évidence, l'effet du programme a été positif, mais il est relativement modeste par rapport aux besoins du Nord. Selon une étude, la valeur des prêts consentis dans le Nord représente probablement une fraction relativement faible du total provincial de plusieurs millions de dollars par année (Antunes, 2015).

Le nouveau programme serait plutôt une version améliorée du programme New Ventures géré par l'Ontario dans les années 1980 et 1990. Les banques à charte et les coopératives d'épargne et de crédit ont consenti des prêts (jusqu'à 15 000 \$) correspondant aux contributions des propriétaires, à des entreprises en démarrage. Le gouvernement de l'Ontario a financé une partie des pertes sur les prêts subies par les institutions financières.

À l'époque, les évaluations du programme New Ventures ont démontré qu'il avait un impact économique majeur, avec des avantages particuliers pour les femmes (Assemblée législative de l'Ontario, divers) et que les pertes sur les prêts étaient beaucoup moins importantes que prévu, ce qui rendait le programme très rentable pour le gouvernement provincial.

Un nouveau programme de microcrédit pourrait aussi aider à éviter la perte de population et d'autres problèmes démographiques dans le Nord. Cela pourrait également aider les nouvelles entreprises à établir des liens avec des institutions financières qui seraient utiles à toutes les étapes de la croissance des nouvelles entreprises.

L'expérience mondiale des programmes de microcrédit de ce type a généralement été positive (Kissel 2015).

- Les responsables municipaux locaux devraient organiser un forum, incluant les entreprises locales et les dirigeants autochtones et les principales organisations nationales énumérées ci-dessus, pour former un comité de renouvellement pour développer un Plan de Renouveau Économique du Nord et le présenter aux habitants du Nord. Le comité devrait se concentrer strictement sur le développement économique et les problèmes et opportunités de finances. Dirigeants politiques et autres organismes devraient être impliqués à un stade ultérieur.



Conclusion

L'avenir du Nord de l'Ontario serait beaucoup plus prometteur si la région pouvait plus s'ouvrir au reste du monde, tirer des leçons des expériences vécues ailleurs et former des leaders autochtones et non autochtones locaux pour les diriger vers une autre voie. Par-dessus tout, les habitants du Nord doivent se prendre en main en établissant des partenariats plus nombreux et plus diversifiés avec le secteur privé et en utilisant les mécanismes gouvernementaux existants de façon plus efficace et plus sélective. Charles Conteh en est arrivé essentiellement au même constat, soulignant que la région se trouve à la croisée des chemins : elle peut continuer à compter sur les gouvernements provincial et fédéral pour répondre aux demandes légitimes, et espérer que la réponse est à la fois opportune et positive; ou elle peut tracer une voie pour apporter dans son économie les changements structurels nécessaires à relever les défis présents et futurs (Conteh 2013, p. 45).

Le choix semble clair.



Ouvrages cités

- Alberta. 2017. Office of Statistics and Information. « 2016 Census of Canada, Aboriginal People ». Edmonton.
- Antunes, Pedro. 2015. « More Bang for the Buck: The Impact of CFDC Lending on Ontario's Economy ». Ottawa: Conference Board of Canada.
- Burgos, J. n.d. « The Sami People: A Brief History ». Disponible en ligne à <http://www.borgos.nndata.no/samer.htm>
- Canada. 2018. Innovation, Sciences et Développement économique Canada. « Stratégie pour la prospérité et la croissance du Nord de l'Ontario ». Ottawa. Disponible en ligne à <http://fednor.gc.ca/eic/site/fednor-fednor.nsf/fra/fn04481.html>.
- Conteh, Charles. 2013. « Administrating Regional Development Policy in Socio-Economically Disadvantaged Regions. » Dans *Governance in Northern Ontario: Economic Development and Policy Making*, dirs. Charles Conteh et Bob Segsworth, 43–57. Toronto: University of Toronto Press.
- Conteh, Charles et Bob Segsworth, dirs. 2013. *Governance in Northern Ontario: Economic Development and Policy Making*. Toronto: University of Toronto Press.
- Diamond, Jared. 2012. *The World Until Yesterday: What Can We Learn from Traditional Societies?* New York: Viking Press.
- Federation of Northern Ontario Municipalities. 2013. « District of Timiskaming ». Disponible en ligne à <http://www.fonom.org/district-timiskaming>.
- Flanagan, Tom. 2000. *First Nations? Second Thoughts*. Montréal; Kingston : McGill-Queen's University Press.
- Graham, John. 2012. « Dysfunctional Governance: Eleven barriers to progress among Canada's First Nations ». *Inroads* 31.
- Graham, John, Bruce Amos et Tim Plumtre. 2003. « Principles for Good Governance in the 21st Century ». Policy Brief 15. Ottawa: Institute on Governance.
- Grekou, Douwera, Jiang Li et Huju Liu. 2018. « Women-Owned Enterprises in Canada. » *Economic Insights*. Cat. no. 11-626-X — No. 083. Ottawa : Statistique Canada.
- Kiisel, Ty. 2015. « Micro-Loans Make Sense for Many Small Businesses ». *Forbes*, Septembre 23.
- Lamb, Creig, et Matthew Seddon. 2016. *The State of Canada's Tech Sector, 2016*. Toronto : Brookfield Institute. Disponible en ligne à <https://brookfieldinstitute.ca/report/the-state-of-canadas-tech-sector-2016/>.
- Lateef, K. Sarwar. 2016. « Evolution of The World Bank's Thinking on Governance ». Background Paper for 2017 World Development Report. Washington, DC: World Bank. Disponible en ligne à <http://pubdocs.worldbank.org/en/433301485539630301/WDR17-BP-Evolution-of-WB-Thinking-on-Governance.pdf>.
- MacGregor, Roy. 2018. « Up North, decent hard-working politicians are an endangered species ». *Globe and Mail*, Mai 12.
- MacKinnon, David. 2015. « Nouvelle lentille du Nord : Regarder vers l'extérieur est aussi important que vers l'intérieur ». Rapport 3. Thunder Bay, Ontario : Institut des politiques du Nord. Avril.
- . 2016. « La gouvernance dans le Nord de l'Ontario : Prendre l'avenir en charge ». Commentaire 15. Thunder Bay, Ontario : Institut des politiques du Nord. Septembre.
- McMahon, Fred. 2000. *Retreat from Growth: Atlantic Canada and the Negative-Sum Economy*. Halifax, Nouvelle-Écosse : Atlantic Institute for Market Studies.

- Norum, Jan et Carsten Nieder. 2012. « Socioeconomic Characteristics and Health Outcomes in Sami Speaking Municipalities and a Control Group in Northern Norway ». *International Journal of Circumpolar Health* 71.
- Ontario. Assemblée législative, Hansard, 33e Législature, 3e session (24 juin 1987). <http://hansardindex.ontla.on.ca/hansardeissue/33-3/1033.htm>.
- . Assemblée législative, Hansard, 34e Législature, 1re session (18 octobre 1988). <http://hansardindex.ontla.on.ca/hansardeissue/34-1/1089.htm>.
- . Assemblée législative, Hansard, 34e Législature, 2e session (2 mai 1989). <http://hansardindex.ontla.on.ca/hansardeissue/34-2/1005.htm>.
- . Assemblée législative, Hansard, 35e Législature, 1re session (15 mai 1991). <http://hansardindex.ontla.on.ca/hansardeissue/35-1/1034.htm>.
- . Assemblée législative, Hansard, 36e Législature, 1re session (27 juin 1996). <http://hansardindex.ontla.on.ca/hansardeissue/36-1/1096.htm>.
- . 2011. Ministère de l'Infrastructure et ministère du Développement du Nord, des Mines et des Forêts. Plan de croissance du Nord de l'Ontario 2011. Toronto : Imprimeur de la Reine pour l'Ontario.
- . 2018. Ministère des Finances. Un plan pour la population : Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2018. Toronto : Imprimeur de la Reine pour l'Ontario.
- . 2019. Ministère des Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation. « Dans un esprit de réconciliation : Les 10 premières années du ministère des Relations avec les Autochtones et de la Réconciliation ». Toronto. Disponible en ligne à <https://www.ontario.ca/fr/document/dans-un-esprit-de-reconciliation-les-10-premieres-annees-du-ministere-des-relations-avec-les/les-peuples-autochtones-de-lontario>.
- Palladini, Jacqueline. 2011. « Estimating Economic Activity in Canada's Northern Regions ». Ottawa : Conference Board of Canada. Disponible en ligne à <http://www.conferenceboard.ca/elibrary/abstract>.
- PoliticsNow. n.d. « The Facts ». Disponible en ligne à <https://www.polinow.org/the-facts>.
- Sharma, Claude. 2018. « Why Northern Ontario Politics Has a Gender-Parity Problem ». Toronto : TVO, Septembre 18. Disponible en ligne à <https://www.tvo.org/article/why-northern-ontario-politics-has-a-gender-parity-problem>.
- Statistique Canada. 2019. Chiffres de population et des logements - Faits saillants en tableaux, Recensement de 2016. Modifié le 20 février. Ottawa. Disponible en ligne à <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/hlf-fst/pd-pl/Tableau.cfm?Lang=Fra&T=101&SR=1&S=50&O=A&RPP=25&PR=0&CMA=0&CSD=0&TABID=2>.
- Statistics Iceland. 2018. "Iceland in figures 2018 Volume 23." Reykjavik, Iceland: Statistics Iceland. Available online at https://issuu.com/hagstofa/docs/iceland_in_figures_2018.
- Steele, Graham. 2014. What I Learned about Politics: Inside the Rise — and Collapse — of Nova Scotia's NDP Government. Halifax: Nimbus Publishing.
- United States Census Bureau. (n.d.). "Quick Facts: Alaska." Available online at <https://www.census.gov/quickfacts/AK>.

À propos de l'Institut des politiques du Nord:

L'Institut des politiques du Nord est le groupe de réflexion indépendant de l'Ontario. Nous effectuons de la recherche, accumulons et diffusons des preuves, trouvons des opportunités en matière de politiques, afin de favoriser la croissance et la durabilité des collectivités du Nord. Nous avons des bureaux à Thunder Bay et Sudbury. Nous cherchons à améliorer les capacités du Nord ontarien de prendre l'initiative en politiques socioéconomiques qui ont des répercussions sur l'ensemble du Nord ontarien, de l'Ontario et du Canada.

Recherche connexe

**La gouvernance dans le
Nord de l'Ontario:
Prendre l'avenir en charge**

David MacKinnon

**Nouvelle lentille du Nord : Regarder
vers l'extérieur est aussi important
que vers l'intérieur**

David MacKinnon

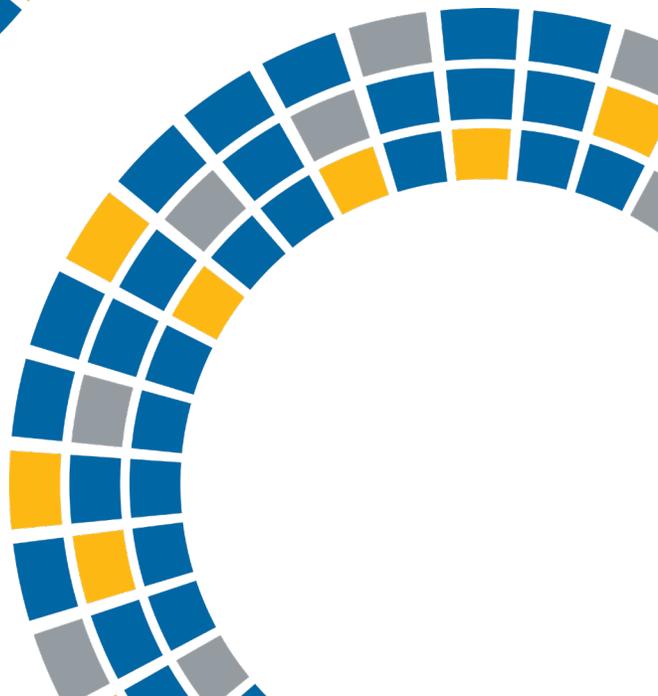
**Développement économique dans
le Nord ontarien : Villes-régions et
Corridors-industriels**

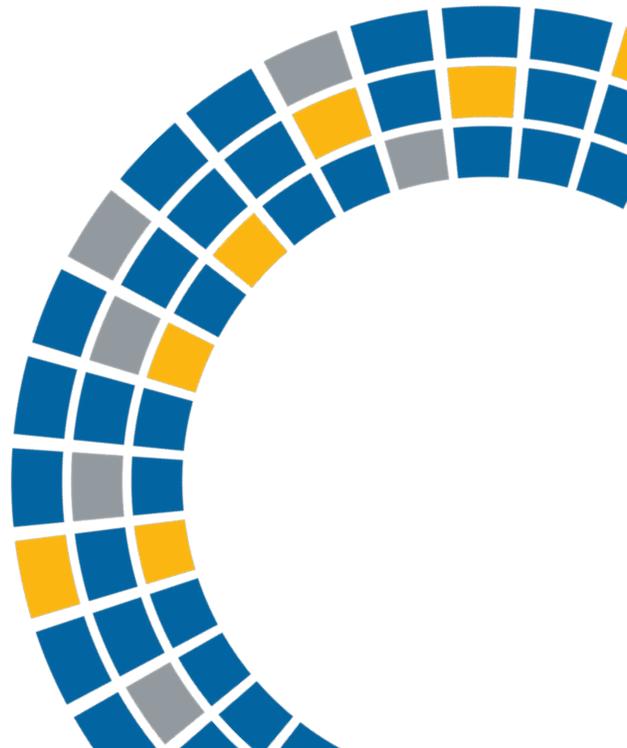
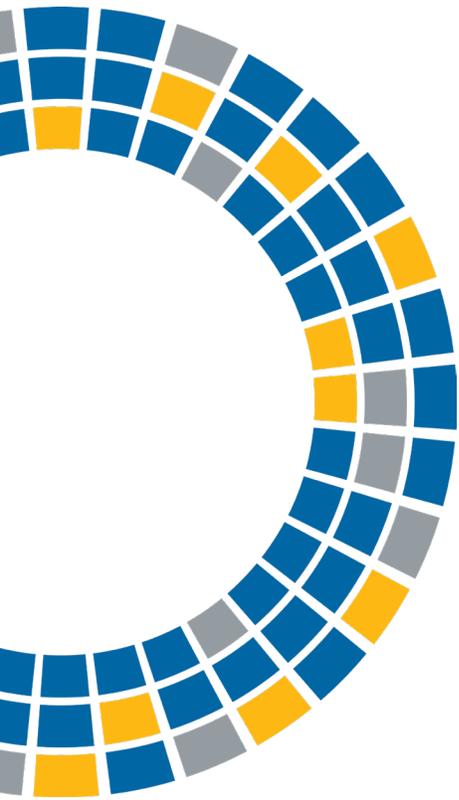
Dr. Charles Conteh

Pour vous tenir au fait ou pour participer, veuillez communiquer avec nous :

1 (807) 343-8956 info@northernpolicy.ca www.northernpolicy.ca/fr







NORTHERN
POLICY INSTITUTE

INSTITUT DES POLITIQUES
DU NORD

northernpolicy.ca